



Schweizerischer Gemeindeverband
Association des Communes Suisses
Associazione dei Comuni Svizzeri
Associaziun da las Vischnancas Svizras

Newsletter du 10 juin 2020

Postulat déposé: il faut prendre en considération le travail de milice dans la formation initiale et continue

La conseillère nationale Priska Seiler Graf (PS/ZH), membre du comité de l'Association des Communes Suisses (ACS), a déposé lors de la session d'été en cours un postulat visant à renforcer le système de milice. Le Conseil fédéral est chargé de vérifier, avec la Conférence suisse des hautes écoles (CSHE) ou les hautes écoles et l'ACS, comment les membres de l'exécutif communal peuvent faire prendre en considération les compétences qu'ils acquièrent lors de leur mandat dans les formations initiale et continue du domaine des hautes écoles (CAS, DAS, MAS p. ex. dans le domaine Public Administration; MBA, EMBA).

Le postulat est l'une des trois mesures concrètes que l'ACS a prises pour renforcer le système de milice en guise de clôture de son «Année du travail de milice». Le certificat «Gestion communale», que l'ACS attribue avec l'Association suisse des cadres, a déjà été mis en œuvre. La troisième mesure, à savoir les visites de classes d'école, est bien planifiée, mais elle a dû être différée en raison de la situation de pandémie.

[Pour accéder au postulat \(en allemand\)](#)

[Autres informations sur le certificat «Gestion communale»](#)

[Autres informations sur le système de milice](#)

Indemnité en cas de réduction de l'horaire de travail: une motion réclame une exécution homogène pour les communes et les entreprises proches des communes

Dans le cadre de la crise du coronavirus, les demandes d'indemnités de chômage partiel ont véritablement bondi en mars et en avril. La Confédération a ainsi reçu les demandes de 1,9 million de salariés. La confusion s'est installée au sujet de la question de savoir si les entreprises communales ont droit au chômage partiel.

Globalement, les conditions d'octroi d'indemnités en cas de réduction de l'horaire de travail ne sont certes pas réunies pour les employeurs de droit public. Pourtant, compte tenu des multiples formes d'exploitation qui existent au niveau communal (institutions semi-publiques et entreprises privées avec subsides communaux), il se pourrait que les conditions pour bénéficier des indemnités en cas de réduction de l'horaire de travail soient réunies au cas par cas. Pour clarifier la situation, la conseillère nationale Martina Bircher (UDC/AG), vice-présidente de la Commune d'Aarburg, a déposé une motion lors de la session d'été en cours. Dans celle-ci, le Conseil fédéral est invité à adapter la loi sur l'assurance chômage de façon à garantir son exécution uniforme et conforme au principe de l'égalité lors de l'indemnisation en cas de réduction de l'horaire de travail. L'ACS soutient la motion et salue expressément la volonté de clarté juridique.

[Pour accéder à la motion \(en allemand\)](#)

COVID-19: plan de protection cadre pour les manifestations publiques

La troisième étape d'assouplissement des mesures prises pendant l'épidémie de COVID-19 a eu lieu le 6 juin 2020. L'interdiction d'organiser des manifestations dans l'espace public a été assouplie, à condition de pouvoir mettre en oeuvre les règles d'hygiène et de distance et retracer les contacts étroits (traçage des contacts). Jusqu'à 300 personnes peuvent participer simultanément à une manifestation publique. L'Office fédéral de la santé publique a élaboré un plan de protection cadre.

[Plan de protection cadre pour les manifestations publiques à partir du 6 juin 2020](#)

Plan de protection standard: La récolte de signatures dans l'espace public

Des signatures ne peuvent être recueillies dans l'espace public dès le 1er juin 2020 que si un plan de protection a été mis en place. Son élaboration et son respect incombent aux comités ou aux organisateurs des récoltes de signatures. La Chancellerie fédérale propose un modèle de plan de protection.

[Plan de protection standard sous COVID-19: récolte de signatures dans l'espace public](#)
[Aide-mémoire à l'intention des comités d'initiatives populaires fédérales et des comités référendaires au niveau fédéral: reprise des récoltes de signatures après la suspension des délais](#)

Programme d'encouragement 2020-2021: Des modes de vie durables – bon pour le climat et la biodiversité

L'Office fédéral du développement territorial a lancé l'appel à projets du «Programme d'encouragement pour le développement durable 2020-2021». Les cantons, les villes, les communes ou les tiers sont invités à déposer des projets innovants et reproductibles d'ici au 30 septembre 2020.

[Plus d'informations](#)

Manifestations

09.06.2020 - 28.10.2020

[**Gewässerwart – Pflege und Unterhalt**](#)

16.06.2020 (dès 09:00)

[**Revitalisierung von Fließgewässern – Grundlagen für die Planung**](#)

16.06.2020 (dès 09:15)

[**Der Weg zum Wärmeverbund als nachhaltige Alternative**](#)

17.06.2020 (dès 08:15)

[**Nachfragebasierte Destinations- und Gemeindeentwicklung \(Expertenseminar\)**](#)

22.06.2020 (dès 09:15)

[**Dem Klimawandel mit mehr Natur begegnen**](#)

01.07.2020 (dès 10:00)

[**3. Kommunalen Innovationstag \(Thema «Innovationsforum Kommune – Heimat der Zukunftsfähigkeit»\)**](#)

19.08.2020 - 20.08.2020 (dès 18:00)

[**12. Aarauer Demokratietage: Demokratie im digitalen Zeitalter**](#)

27.08.2020 - 04.06.2021

[**CAS Alterspolitik**](#)

02.09.2020

[**Effizient und wirksam kommunizieren mit sozialen Medien**](#)

03.09.2020 (dès 09:15)

[**Suisse numérique: plus d'IoT ou IoT cache-mar?**](#)

14.09.2020 (dès 09:00)

Environnements favorables aux aînés : espaces sociaux et d'habitat pour toutes et tous !

15.09.2020

Städte und Gemeinden auf dem Weg zur Netto-Null-Mobilität

13.10.2020 (dès 09:00)

Nachhaltig beschaffen für den Werkhof

14.10.2020 (dès 08:00)

Umgang mit invasiven Neophyten

04.11.2020 (dès 09:00)

Schulen und Kindergärten ökologisch und gesund bauen und sanieren

05.11.2020 (dès 13:15)

«Innovation digital und analog – die Baubranche braucht beides!»

12.11.2020 (dès 09:00)

digma-Tagung zum Datenschutz – Datenschutz in der täglichen Praxis von Städten und Gemeinden

19.11.2020 (dès 09:00)

Öffentliche Beschaffung nachhaltig und rechtskonform gestalten

04.12.2020 (dès 09:15)

Elektromobilität in der Gemeinde fördern – mit System

20.01.2021 (dès 09:00)

Schulthess Forum Öffentliches Personalrecht

04.02.2021

Save the date: Implication et participation des personnes concernées par la pauvreté

04.03.2021 (dès 09:00)

Kompaktkurs: Kommunikationskonzept für die Gemeinde, planen – umsetzen – vollziehen

08.06.2021 - 11.06.2021

Suisse Public 2021